

# **Indice trimestriel du coût du travail**

## **Année de référence 2006**

Luxembourg  
STATEC

Art. 2 du Règlement UE 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003  
portant application au règlement (CE) 450/2003 du Parlement et du Conseil  
relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre

## Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
1.1. LES DONNEES PROVENANT DE L'IGSS .....	5
1.1.1. <i>Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)</i> .....	5
1.1.2. <i>La disponibilité des fichiers IGSS</i> .....	6
<b>2. DESCRIPTIF DE L'ICT .....</b>	<b>7</b>
2.1. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS DES UTILISATEURS .....	7
2.2. PRECISION DES DONNEES .....	7
2.2.1. <i>Révisions</i> .....	8
2.2.2. <i>Couverture</i> .....	8
2.2.3. <i>Fréquence</i> .....	10
2.2.4. <i>Estimation</i> .....	10
2.2.5. <i>Heures travaillées</i> .....	10
2.2.6. <i>Données administratives</i> .....	10
2.3. ACTUALITE ET PONCTUALITE .....	10
2.4. ACCESSIBILITE ET CLARTE .....	11
2.5. COMPARABILITE .....	11
2.6. COHERENCE .....	11
2.7. EXHAUSTIVITE .....	12
2.7.1. <i>Les données des enquêtes CMO</i> .....	12
2.7.2. <i>Le ratio des jours ouvrés</i> .....	13

## INTRODUCTION

Afin de vérifier la comparabilité de l'indice trimestriel du coût du travail (Labour Cost Index), chaque Etat membre est tenu de rédiger un rapport qualité annuel devant être envoyé à Eurostat avant le 31 août.

La méthodologie de référence pour la construction de l'indice trimestriel du coût horaire de la main-d'œuvre est basée sur le Règlement (CE) No 450/2003 du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003 relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre et art.2 du Règlement (CE) No 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) no 450/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre.

Dans le contexte de l'indice du coût de la main-d'œuvre, les coûts de la main-d'œuvre se définissent comme l'ensemble des dépenses supportées par les employeurs. Ils comprennent la rémunération des salariés, notamment les salaires et traitements bruts en espèces et en nature, les cotisations sociales (obligatoires et imputées) à la charge des employeurs, ainsi que les impôts relatifs à l'emploi considérés comme des coûts de la main-d'œuvre, déduction faite des subventions obtenues, mais pas des frais de formation professionnelle ni d'autres dépenses comme les frais de recrutement et les vêtements de travail, contrairement aux données quadriennales sur le coût de la main-d'œuvre.

L'indice du coût de la main-d'œuvre est établi pour les 4 catégories de coût ci-après :

1. coût total de la main-d'œuvre;
2. les salaires et traitements, définis par le poste D11 dans le règlement (CE) n° 1737/2005 ;
3. les cotisations sociales à charge de l'employeur, plus les taxes payées par l'employeur, moins les subventions au bénéfice de l'employeur, définies comme la somme des postes D.12 et D.4 moins D.5 du règlement CE) n° 1737/2005;
4. coût total de la main-d'œuvre à l'exclusion des primes définies par le poste D11112 de l'Annexe II du règlement (CE) n° 1737/2005.

- Ces séries sont fournies sous 3 formes :

1. non corrigées;
2. corrigées des jours ouvrables ;
3. corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

Ces indices seront établis par activités économiques, au moins au niveau des sections de la NACE Rév. 1.

La formule à retenir pour le calcul de l'indice de coût du travail est de type Laspeyres-chaîne. Elle est décrite comme suit dans l'annexe II du règlement sur l'ICT portant application du règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'oeuvre :

- $w_i^{tj}$  = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i au trimestre t de l'année j  
 $\omega_i^k$  = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i l'année k  
 $h_i^k$  = les heures travaillées des salariés dans l'activité i l'année de base k  
 $W_i^k$  =  $\omega_i^k * h_i^k$  = coûts du travail des salariés dans l'activité i l'année de base k.

2. L'ICT pour le trimestre t de l'année j, avec une année de base k est défini comme :

$$ICT_{tj(k)} = \frac{\sum_i w_i^{tj} h_i^k}{\sum_i \omega_i^k h_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) \omega_i^k h_i^k}{\sum_i W_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) W_i^k}{\sum_i W_i^k} \quad \text{où } 1 \leq t \leq 4.$$

3. Les pondérations utilisées pour calculer l'indice sont donc :  $\frac{W_i^k}{\sum_i W_i^k}$

4. Le chaînon annuel de l'année l à l'année l+1, où  $0 \leq l < l+1 < j$  est défini par :

$$L_{l,l+1} = \frac{\sum_i \omega_i^{l+1} h_i^l}{\sum_i \omega_i^l h_i^l}.$$

5. La formule de l'indice Laspeyres-chaîne pour le trimestre t de l'année j, année de base k=0 et m l'intervalle requis pour traiter et appliquer les poids annuels, où  $1 \leq m \leq 2$ , est définie comme :

$$ICT_{tj(0)} = 100. (L_{0,1}) . (L_{1,2}) . \dots . (L_{j-(m+1),j-m}) . ICT_{tj(j-m)}.$$

## **1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES**

---

Les éléments pour l'établissement de l'ICT proviennent des fichiers administratifs<sup>1</sup> mensuels de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et de l'enquête quadriennale sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre<sup>2</sup> (CMO).

### **1.1. Les données provenant de l'IGSS**

Les données provenant de l'IGSS et utilisées pour le calcul sont les suivantes:

- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, transmis t+3 mois après le trimestre de référence.
- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, transmis t+2 mois après le trimestre de référence, en version estimée.  
Les fichiers "t+2" sont utilisés pour respecter les délais fixés par le règlement européen qui exige une disponibilité de l'ICT 70 jours après la fin de chaque trimestre de référence. Les données comprises dans ce fichier couvrent 80% de l'ensemble des déclarations de salaires auprès des services de la Sécurité sociale.
- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, à t+12 mois après le trimestre de référence en version définitive, sont intégrés dans le calcul de l'ICT.

#### **1.1.1. Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)**

Il s'agit d'un fichier mensuel de personnes affiliées, dans lequel sont comprises toutes les personnes ayant une occupation au dernier jour du mois. Une personne ayant plusieurs emplois au dernier jour du mois n'est comptée qu'une seule fois dans son occupation principale (c'est-à-dire dans celle correspondant au plus grand nombre d'heures travaillées). Cependant, les variables concernant les salaires, gratifications, cotisations et heures ouvrées concernent l'ensemble des emplois occupés au cours du mois.

Le fichier comprend également les emplois intérimaires qui sont classés dans le secteur d'activités de l'entreprise d'intérim qui les emploie. Il contient les entreprises de toutes tailles.

La codification de l'activité en NACE se fait au niveau de l'employeur déclarant (unité légale=matricule) et non pas au niveau de l'établissement. A noter que le prélèvement des cotisations sociales est soumis à un plafonnement sur les salaires correspondant au septuple du salaire social minimum. Bien que certains employeurs déclarent la totalité des salaires, les

---

<sup>1</sup> agrégés au niveau de 5 chiffres de la NACE Rév.1.1

<sup>2</sup> Règlement (CE) no 1726/1999 de la Commission du 27 juillet 1999 portant application du règlement (CE) no 530/1999 du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre concernant la définition et la transmission des informations sur le coût de la main-d'œuvre.

fichiers salaires - emplois de l'IGSS ne comprennent de manière exhaustive que la masse salariale située en dessous de 7 fois ce plafond. Signalons toutefois que selon une estimation de l'IGSS, la partie des salaires individuels excédant les 7 fois ce plafond ne représente que 2% du coût total.

Les fichiers fournis mensuellement par l'IGSS sont détaillés par :

- ❖ Statut professionnel (seuls les salariés sont conservés pour calculer l'ICT)
- ❖ Temps de travail
- ❖ Résidence de l'employeur
- ❖ Résidence de l'assuré
- ❖ Genre

Parmi toutes les données disponibles dans les fichiers mensuels, seules les données utiles pour calculer l'ICT sont conservées.

Il s'agit :

- ❖ du Code NACE rev1 à 5 positions (seuls les codes correspondant aux sections C à K sont conservés),
- ❖ des heures payées dans le mois,
- ❖ des salaires et traitements bruts mensuels déclarés (incluant les cotisations salariales)
- ❖ des gratifications,
- ❖ et des cotisations sociales patronales obligatoires.

### **1.1.2. La disponibilité des fichiers IGSS**

Actuellement, les fichiers salaires-emplois de l'IGSS sont mis à la disposition du STATEC, 90 jours (soit t+3 mois), après la fin de la période de référence. Il ne semble pas que cette durée puisse être raccourcie.

Des fichiers de base (t+3) cohérents sont disponibles depuis l'année 1994.

Ces fichiers sont diffusés une deuxième fois sous une forme définitive, 9 mois plus tard, soit 12 mois (t+12) après la fin de la période de référence.

Depuis le dernier trimestre de 2003, le STATEC utilise un fichier "t+2" mois après la période de référence qui couvre plus de 80% des salaires - emplois déclarés. Dans ce fichier sont puisées les données pour le dernier mois de chaque trimestre : mars, juin, septembre et décembre. Il permet de fournir, endéans les 70 jours après le trimestre de référence, une première version de l'ICT à Eurostat.

## **1.2. L'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre**

Les enquêtes CMO permettent de compléter les données de l'IGSS :

- en intégrant la notion d'heures travaillées
- en complétant le coût de la main-d'œuvre par les avantages en nature et par les cotisations sociales patronales non obligatoires.

## **2. DESCRIPTIF DE L'ICT**

---

La constitution des séries de l'ICT permet d'analyser l'évolution de l'indice du coût du travail, de 1994 à 2005. Comme la source des données est une source administrative stable, les différences méthodologiques ou les ruptures de séries sont peu fréquentes.

Le présent rapport vise à répondre aux différentes questions incluses dans le rapport qualité d'après l'annexe 1 du règlement européen n°1216/2003.

### **2.1. Pertinence par rapport aux besoins des utilisateurs**

Les principaux utilisateurs sont EUROSTAT et d'autres institutions européennes, occasionnellement la Banque Centrale du Luxembourg, les Chambres professionnelles et finalement le STATEC lui-même en publiant les séries.

En l'absence de réactions négatives de la part des utilisateurs, le STATEC estime que leurs besoins sont satisfaits.

### **2.2. Précision des données**

#### **2.2.1. Révisions**

En 2006, l'indice du coût du travail pour les trimestres T1 et T2 n'a pas été livré dans les délais en raison d'évolutions incohérentes pour certaines sections NACE.

Le 3<sup>e</sup> trimestre a été livré dans les délais mais une série révisée a dû être livrée puisque nous nous sommes aperçus que le fichier provisoire provenant de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (septembre 2006) contenait les travailleurs indépendants.

L'ICT pour le 4<sup>e</sup> trimestre a également été livré dans les délais mais une incohérence a été constatée a posteriori dans les séries ajustées ayant empêché la publication de l'ICT. En effet, alors que la série C-K non ajustée affichait une évolution de +1.2% entre 2006T4 et 2005T4, elle était de -2.2% en version ajustée.

Il faut noter que le Statec dispose d'une journée entre la réception des fichiers de la part de l'IGSS et la production de l'ICT. Il va de soi qu'il ne reste que peu de temps pour l'analyse des résultats et, le cas échéant, pour des redressements dans les délais.

Globalement, les modifications suivantes se rapportant à l'ICT 2006 ont été effectuées entre janvier 2006 et avril 2007 :

- Intégration d'un filtre dans la syntaxe du programme SAS qui génère l'ICT à partir des fichiers administratifs de l'IGSS excluant les travailleurs indépendants.
- Adaptation de la méthode de répartition des NACE en sections:

Auparavant, les programmes s'appuyaient sur la table officielle des nomenclatures d'activité utilisée par le STATEC pour associer à chaque NACE sa section correspondante. Il s'est avéré que cette table des nomenclatures n'était pas maintenue à jour car elle était déconnectée du système référentiel du STATEC et obligeait à des interventions manuelles régulières. Il s'en suivait la non prise en compte des nouvelles NACE, car aucun code section ne leur était associé. Il y avait de ce fait perte d'une partie de l'information source. Le programme a été modifié de manière à inclure toutes les NACE à 5 digits dans les sections NACE.

- Remplacement de la méthode de correction manuelle des jours ouvrés qui avait généré une sur-correction pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2006 par la méthode TRAMO.
- Remplacement de la désaisonnalisation par la méthode X11 dans SAS par la méthode de désaisonnalisation TRAMO.

Ces modifications ont été effectuées pour l'entièreté des séries et ont donné des évolutions satisfaisantes de l'ICT. (cf. tableau ci-dessous).

#### LCI\_TOT C-K serie initiale

	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06
NSA	127.3812	118.332	119.7281	111.8987	132.0831	121.6949	122.9981	115.333	133.671
SA	119.0723	119.6712	124.3974	121.2725	125.3113	126.802	123.654	123.2104	122.4011
Variations									
NSA	2.9%	5.2%	4.4%	3.8%	3.7%	2.8%	2.7%	3.1%	1.2%
SA	3.2%	3.6%	6.3%	4.0%	5.2%	6.0%	-0.6%	1.6%	-2.3%

#### LCI\_TOT C-K serie corrigée

	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06
NSA	127.265	118.214	119.637	111.748	132.006	121.738	123.118	115.21	133.768
SA	117.886	119.141	119.917	120.041	122.329	122.542	123.363	123.813	124.098
Variations									
NSA	2.9%	5.1%	4.4%	3.8%	3.7%	3.0%	2.9%	3.1%	1.3%
SA	2.8%	4.9%	4.4%	4.0%	3.8%	2.9%	2.9%	3.1%	1.4%

Source: Statec

### 2.2.2 Couverture

Dans le cadre du programme statistique communautaire, le STATEC établit des indices trimestriels pour retracer l'évolution du coût horaire de la main-d'œuvre.

Au numérateur de l'indicateur figurent:

- les salaires et traitements bruts, avant déduction des impôts et de la part salariale des cotisations sociales,
- les gratifications, et
- les cotisations sociales patronales obligatoires;



et au dénominateur:

- les heures rémunérées provenant de l'IGSS corrigées par un coefficient « heures travaillées / heures rémunérées » provenant de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre 2000.

### ***2.2.2.1 Les fichiers administratifs de l'IGSS***

Les données à la base de cet indicateur proviennent des fichiers mis à la disposition par la Sécurité sociale et concernent la totalité des salariés y affiliés. Les fichiers couvrent les frontaliers venant travailler au Luxembourg et excluent les résidents travaillant à l'étranger. Les fonctionnaires travaillant auprès des institutions internationales ne sont pas inclus. Les employeurs sont classés d'après leur activité principale dans les sections NACE Rév.1 respectives. La transmission des fichiers administratifs de l'IGSS au STATEC se fait mensuellement avec un écart d'environ t+3 mois et quelques jours. Des fichiers t+2 mois après le mois de référence, à couverture réduite (80% des déclarations de salaires et traitements), sont transmis pour les mois mars, juin, octobre et décembre, permettant ainsi de raccourcir les délais de transmission.

La part des salaires dépassant sept fois le salaire social minimum n'est pas nécessairement comprise dans ces fichiers en raison du plafond déclarable appliqué par la Sécurité sociale.

Les données concernent les sections C à K de la NACE rév.1.

Une décomposition aux agrégats suivants est disponible actuellement:

- C+D+E (Industrie)
- D (Industrie manufacturière)
- F (Construction)
- G (Commerce)
- G+H+I (Commerce; Hôtels et restaurants; Communication et Transports)
- J+K (Activités financières; Immobilier, location et services aux entreprises)
- C à K.

### ***2.2.2.2 L'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre***

- Unité locale

L'enquête CMO couvre en principe l'unité locale<sup>3</sup> classée selon l'activité économique. Comme l'employeur est classé selon son activité économique principale dans les fichiers IGSS et que l'on n'y tient pas compte de ses activités économiques supplémentaires, cet éventuel biais est atténué par la prise en compte des résultats CMO2000 pour la confection dudit indice.

- Taille d'entreprise

---

<sup>3</sup> L'unité locale correspond à une entreprise ou une partie d'entreprise (atelier, usine, magasin, bureau, mine, entrepôt) sise en un lieu topographiquement identifié, cf Règlement (CEE) n° 696/93 du Conseil, du 15 mars 1993, relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté (JO n° L 76 du 30.3.1993).

L'enquête CMO est limitée aux unités comptant au moins 10 salariés alors que les fichiers IGSS couvrent les entreprises de toutes tailles.

- Sections NACE

L'enquête CMO 2000, actuellement toujours utilisée pour générer l'ICT ne couvre que les sections NACE C-K.

Pour toutes les sections C à K la couverture :

- des salariés est de 100% étant donnée l'exhaustivité des fichiers administratifs utilisés
- des salaires et traitements bruts (y compris les cotisations salariales) atteint près de 98%
- des cotisations sociales patronales est de 100%.

### **2.2.3 Fréquence**

Les données de l'IGSS sont fournies mensuellement alors que l'enquête CMO est quadriennale.

### **2.2.4 Estimation**

Les données de l'IGSS sont complétées par les ratios issus de l'enquête CMO par l'application de ratios intégrant:

- les heures travaillées
- les avantages en nature
- les cotisations sociales patronales non obligatoires.

Les ratios, issus des enquêtes CMO sont appliqués aux variables IGSS au niveau code NACE 5 chiffres.

### **2.2.5 Heures travaillées**

Un ratio heures payées / heures travaillées issu de l'enquête quadriennale sur le coût de la main-d'œuvre est appliqué aux fichiers mensuels de l'IGSS au niveau NACE5.

En moyenne, des NACE des sections C à K, les heures travaillées correspondent à 81,6% des heures payées. La dispersion de ce taux est entre 68,1% pour la NACE 64.110 et 87,9% pour la NACE 51.410.

### **2.2.6 Données administratives**

Les limites des données administratives utilisées portent sur le classement des salariés selon l'activité principale de l'entreprise et sur les heures payées.

## **2.3 Actualité et ponctualité**

Les séries de l'ICT (1996T1 à 1998T4) ont été fournies à Eurostat pour la première fois en avril 1999, dans le cadre d'une décision du Comité du programme statistique communautaire (CPS 97/27/14). La transmission des indices à EUROSTAT, a été interrompue fin 2001, en raison de

changements intervenus au niveau de la saisie des salaires et des heures payées, et a redémarré début 2003. Jusqu'à la fin de 2003, la transmission de l'ICT à EUROSTAT s'est faite avec un délai d'environ 100 jours après le trimestre de référence. Depuis, ce délai a pu être raccourci pour s'approcher des 70 jours en 2005.

En 2006, l'ICT pour T1 et T2 n'a pas été livré dans les délais en raison d'évolutions invraisemblables pour certains secteurs. T4 avait été livré dans les délais mais n'a été publié par Eurostat en raison de problèmes constatés dans la série désaisonnalisée. (cf. 2.2.1 Révisions)

## **2.4 Accessibilité et clarté**

La série sur le coût total horaire figure dans l'annexe de la « Note de Conjoncture » disponible sur le site web du STATEC : <http://www.statistiques.public.lu/fr/>.

La série sur les salaires et traitements bruts par heure est publiée par le STATEC à l'adresse : <http://www.statistiques.public.lu/fr/functions/calendrier/sdds/index.html#FinancialSector> sous la rubrique « Economic and financial data for Luxembourg » présentant les « Indicateurs économiques et financiers suivant le standard (SDDS) du FMI ».

Tous ces supports de publications présentent, à côté des données, également les métadonnées.

## **2.5 Comparabilité**

Les séries de l'ICT proviennent d'une source administrative ne donnant lieu que rarement à des modifications.

Des reclassements d'entreprises d'une NACE vers une autre dans les fichiers administratifs peuvent avoir un impact sur les résultats par section mais ces changements nous sont souvent communiqués avec un retard plus ou moins long.

## **2.6 Cohérence**

La comparaison de l'ICT aux données administratives de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et aux données de la comptabilité nationale n'est pas aisée en raison d'une couverture, de formules et de définitions différentes.

### **- Formules de calculs**

L'ICT est obtenu par la division du coût total de la main-d'œuvre par le nombre **d'heures travaillées**.

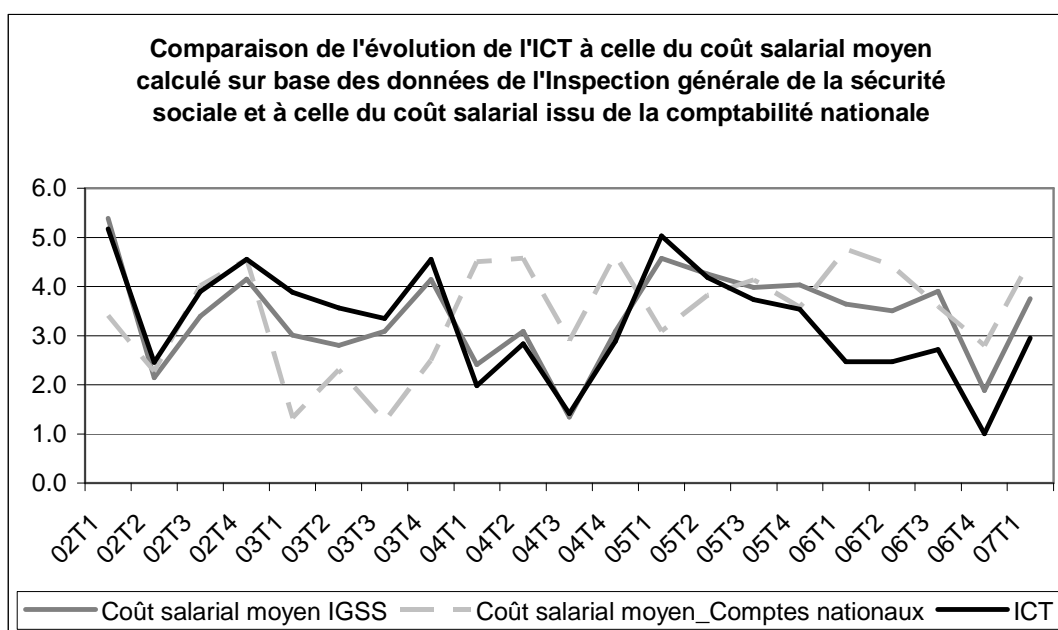
Le coût salarial moyen calculé sur base des données administratives de la sécurité sociale quant à lui est le résultat du rapport :

(Salaires et traitements bruts (incluant les cotisations salariales) + cotisations patronales + primes) / **heures payées**.

Le coût salarial moyen selon la comptabilité nationale est le résultat de la division de la rémunération des salariés (D1) par le nombre de salariés ; le numérateur et le dénominateur étant calculés à partir d'une synthèse de sources disponibles.

#### - Couverture

Les coûts salariaux moyens calculés selon les données de la comptabilité nationale et selon celles de l'Inspection générale de la sécurité sociale couvrent l'économie entière (NACE A-Q) alors que l'ICT ne couvre que l'industrie et les services marchands à savoir les sections NACE C-K.



## 2.7 Exhaustivité

### 2.7.2 Les données des enquêtes CMO

L'enquête CMO 2000 permet de compléter les données de l'IGSS en intégrant la notion d'heures travaillées et en complétant le coût de la main d'œuvre :

#### ❖ Les heures travaillées :

L'ICT doit être calculé sur la base des heures réellement travaillées. Or, les heures fournies par l'IGSS sont des heures payées.

Le ratio fourni par l'enquête CMO2000 (heures travaillées / heures payées) est appliqué au niveau NACE5 sur les données horaires issues de l'IGSS, de façon à obtenir une estimation des heures travaillées.

- ❖ La structure du coût non intégrée dans les données salariales de l'IGSS est intégrée d'après le ratio calculé au niveau NACE dans les enquêtes CMO :
  - Le coût des formations :  $D2 / D1$
  - Les autres charges :  $D3 / D1$
  - Les subventions :  $D5 / D1$

### **2.7.3 Le ratio des jours ouvrés**

Le règlement prévoit de calculer trois séries pour l'ICT. L'une d'entre elles correspond aux données brutes corrigées des jours ouvrés dans le mois.

Une table a été créée, contenant pour chaque mois, un coefficient correcteur permettant de ramener l'ensemble des mois sur un nombre de jours ouvrés identique, correspondant à la moyenne des jours ouvrés d'une année. Cette table est utilisée jusqu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2006. A partir de 2007, la correction des jours ouvrés est effectuée en utilisant l'interface DEMETRA.